

**Service Prévention des Risques Techniques**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**mettant en demeure Monsieur Fabien BARBANSON de régulariser la situation administrative et de suspendre l'activité de l'installation classée pour la protection de l'environnement située sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB sur le territoire de la commune de Robion (84440)**

**La préfète de Vaucluse**

- VU** le code de l'environnement notamment ses articles L. 171-7, L. 511-1, L. 512-1 et R.512-39-1 et suivants ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 octobre 2023 établi suite à l'inspection du 5 octobre 2023 sur la parcelle cadastrée n°85 – section AB à Robion (84440), transmis à Monsieur Fabien BARBANSON par courrier du 16 octobre 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le courrier du 6 novembre 2023, portant à la connaissance de Monsieur Fabien BARBANSON le projet d'arrêté préfectoral mettant en demeure Monsieur Fabien BARBANSON de régulariser la situation administrative et de suspendre l'activité de l'installation classée pour la protection de l'environnement située sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB sur le territoire de la commune de Robion (84440), en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriers du 30 octobre 2023 et 15 novembre 2023 suite aux transmissions susmentionnées ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 5 octobre 2023 sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB de la commune de Robion (84440), les inspecteurs des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ont constaté la présence d'une carrière comprenant une zone d'extraction d'une surface de 960 m<sup>2</sup> et de fronts d'abatage d'une hauteur allant de 1,8 à 5 mètres soit un volume extrait de 2 228 m<sup>3</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que les informations recueillies par les inspecteurs des installations classées auprès de Monsieur Fabien BARBANSON le 5 octobre 2023, confirment que ce dernier :

- est bien à l'origine des opérations d'extraction de matériaux et de remblaiement par des déchets du BTP sur la parcelle précitée ;
- utilise les graviers extraits pour ses propres besoins, en lien avec ses activités agricoles (réfection de chemins ou autres) ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent, que Monsieur Fabien BARBANSON est l'exploitant de la carrière située sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB précitée ;

**CONSIDÉRANT** que, par ailleurs, les carrières constituent des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique n°2510-1 de la nomenclature ICPE) soumises à autorisation environnementale, conformément aux dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation classée visitée le 5 octobre 2023 est exploitée sans l'autorisation environnementale requise au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature ICPE, en application de l'article L. 512-1 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure Monsieur Fabien BARBANSON, exploitant de cette installation classée pour la protection de l'environnement, de régulariser la situation administrative de celle-ci ;

**CONSIDÉRANT**, par ailleurs, que le fonctionnement irrégulier de la carrière exploitée par Monsieur Fabien BARBANSON sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB précitée, est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement en raison de l'absence de démonstration par l'exploitant de la maîtrise des nuisances et impacts associés à son activité (impact potentiel des activités d'extraction et de remblaiement sur la stabilité des terrains, la qualité des sols et des eaux souterraines, etc) ;

**CONSIDÉRANT**, par conséquent, qu'il convient de suspendre le fonctionnement de l'activité de cette installation jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande de régularisation afin de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 171-7 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que par courriers du 30 octobre 2023 et du 15 novembre 2023 susvisés, Monsieur Fabien BARBANSON :

- confirme être à l'origine des travaux d'excavation des sols sur la parcelle précitée ;
- confirme qu'il prévoyait de remblayer cette excavation par des gravats, en vue de la création d'un parking ;
- indique qu'il souhaite cesser son activité d'extraction et remettre en état le site ;
- sollicite un délai supplémentaire afin de réaliser les opérations de remise en état du site ;

- ne décrit toutefois pas précisément la nature des travaux de remise en état du site qu'il envisage de mener (nature et contrôles préalables des matériaux utilisés en remblai,...), ni ne fournit les attestations d'entreprises certifiées requises par les articles R.512-39-1 et 3 du code de l'environnement ;
- par courriers du 30 octobre 2023 et du 15 novembre 2023,

**CONSIDÉRANT** que Monsieur Fabien BARBANSON a été en mesure de présenter ses observations sur le rapport de visite de l'inspection des installations classées du 16 octobre 2023, et sur le projet d'arrêté de mise en demeure et de suspension d'activité dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** ainsi que les observations de Monsieur Fabien BARBANSON transmises par courriers du 30 octobre 2023 et du 15 novembre 2023 susvisés, ne sont pas de nature à remettre en cause le projet d'arrêté préfectoral de suspension d'activité et de mise en demeure relatif à ses activités de carrière effectuées sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB située sur le territoire de la commune de Robion (84440) ;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Monsieur Fabien BARBANSON, résidant au 1626, route de l'Isle sur La Sorgue, sur la commune de Robion (84440), ci-après nommé l'exploitant, est mis en demeure de régulariser la situation administrative de son installation implantée sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB de la commune de Robion (84440) :

- En déposant un dossier de demande d'autorisation pour cette installation, conformément aux dispositions du code de l'environnement et notamment son titre V. L'exploitant est tenu de vérifier auprès des services de la mairie que son activité est compatible avec le document d'urbanisme en vigueur ;  
**OU**
- En procédant à la mise à l'arrêt définitif et la remise en état prévues par les articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans **un délai de quinze jours** à compter la notification du présent arrêté, l'exploitant doit faire connaître laquelle des deux options il aura retenue ;
- dans le cas où l'exploitant opte pour la mise à l'arrêt définitif :
  - celle-ci doit être notifiée à Madame la Préfète, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, dans **un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'attestation prévue à l'article R.512-39-1 III du code de l'environnement, dans la semaine suivant son établissement par l'entreprise certifiée ;

- conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, un mémoire décrivant les mesures prévues afin de permettre la remise en état du site et assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement doit être déposé.

Ce mémoire doit être transmis au plus dans **un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté, accompagné de l'attestation prévue à l'article R.512-39-3 I du code de l'environnement établie par une entreprise certifiée ;

- L'exploitant transmet à Madame la Préfète l'attestation d'une entreprise certifiée prévue à l'article R.512-39-3 III du code de l'environnement maximum dans **un délai d'un an** à compter de la notification du présent arrêté ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, l'exploitant fournira dans **un délai d'un mois** les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier. Ce dernier sera déposé dans **un délai de six mois**.

## ARTICLE 2

L'activité de l'installation citée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est suspendue à compter de la notification du présent arrêté, et ce, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande de régularisation, en application de l'article L 171-7 du code de l'environnement.

## ARTICLE 3

Les frais engendrés par l'application des dispositions des articles 1 et 2 sont à la charge de Monsieur Fabien BARBANSON.

## ARTICLE 4

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de Monsieur Fabien BARBANSON les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en application de l'article L.171-7 du même code.

## ARTICLE 5

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement. Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

## ARTICLE 6

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

## ARTICLE 7

La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète d'Apt, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Robion, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le 28 DEC. 2023

Pour la préfète  
La secrétaire générale  
Sabine ROUSSELY

